

1-Quelle analyse faites-vous de la situation au Nord du Mali ?

Le nord du Mali constitue l'une des zones les plus fragiles de la région.

Sa dimension géographique fait qu'il est très difficile pour le pouvoir malien d'en assurer le contrôle d'une façon efficace par ses propres moyens.

Frontalière d'autres pays qui éprouvent eux-mêmes des difficultés pour assurer le contrôle efficient de certaines parties de leur propre territoire, elle fait l'objet de la part de ses pays voisins d'un intérêt particulier parfois pesant.

Situé au sein d'une ceinture, dite sub-sahélienne, que les grandes puissances redoutent de voir déstabilisée, le nord du Mali se retrouve inévitablement au centre de tous leurs agendas.

Dans ces conditions, il semblerait naturel de conclure que la stabilité de cette zone constitue un intérêt commun à la fois des pays de la région, mais aussi de l'Afrique en général et des puissances extérieures, et qu'il conviendrait de mettre en commun les moyens nécessaires pour aider le Mali à maîtriser son territoire.

Cette coopération ne semble pas en voie de se réaliser sans difficultés, laissant ainsi la situation se dégrader et les problèmes se complexifier.

Les raisons en sont les divergences d'appréciation des acteurs, mais aussi de leurs priorités respectives dans leur lutte d'influences, exacerbées par de multiples suspicions d'ingérence. Pendant ce temps, divers mouvements prolifèrent. Ils reposent tant sur des appétences de profits dans différents trafics, que sur l'ambition de conquérir des pouvoirs régionaux ou encore sur la volonté de développer des outils transnationaux de luttes idéologiques fondées sur l'emploi du terrorisme.

Ainsi le nord du Mali émerge, à la fois pour la région, pour l'Afrique et plus largement pour l'espace euro-méditerranéen, comme un abcès susceptible de constituer un risque de déstabilisation globale.

2- La Cédéao a déclaré qu'elle était prête à envoyer quelque 3000 soldats au Mali pour reprendre le contrôle du Nord en réponse à la demande formulée par le président par intérim Diancounde Traoré, pour assurer la sécurité des institutions de son gouvernement de transition, réorganiser son armée et ses forces de sécurité et rétablir son intégrité territoriale cependant les bérets verts ont rejeté tout déploiement des forces terrestres étrangères sur le territoire malien, à votre avis, quel scénario peut-on imaginer dans la région ?

Je vois effectivement deux scénarios pour la région :

- soit la Cédéao parvient à déployer cette force, après diverses négociations et selon différents compromis. Dans ce cas l'Afrique montrerait qu'elle assume ses responsabilités sur son territoire en concertation avec les divers acteurs,
- soit la Cédéao renonce à être un acteur central du maintien de la sécurité en Afrique et l'on peut redouter, après une inévitable période transitoire de douloureuses dégradations de la situation sécuritaire, l'intervention d'alliances de circonstances tant régionales que faisant intervenir d'autres puissances. Cette hypothèse me semble peu propice à promouvoir des conditions d'amélioration durable de la stabilité régionale.

3-L'Algérie fait l'objet d'un chantage de la part du Mujao qui détient en otage quatre de ses diplomates dont l'un, l'information n'a pas été encore confirmée, a été exécuté, quelles sont les options qui se présentent pour l'Algérie?

Il est très difficile de connaître les termes des échanges existants entre le gouvernement algérien et le Mujao (rançons, libération des 3 djihadistes arrêtés le 15 août..). Au demeurant du côté algérien :

- le pays est confronté à la poursuite de la lutte contre les mouvements extrémistes auxquels elle s'oppose depuis le début des années 90. Aujourd'hui le Mujao constitue, dans ce domaine, l'un des mouvements terroristes hostiles à la politique algérienne notamment au Mali,
- l'Algérie reste fidèle à sa détermination de vouloir « criminaliser le paiement de rançons en échange de la libération des otages kidnappés par des groupes armés terroristes ». Cette stratégie se veut exemplaire et la conduit à critiquer clairement les autres nations qui, par un biais ou un autre, finissent par payer les ravisseurs sous la pression des opinions publiques. Renoncer à cette posture serait, sur la scène internationale, humiliant et lourd de conséquences pour l'Algérie. Pour autant, il n'est pas certain que l'opinion publique algérienne supporte très longtemps encore cette attitude.

Le Mujao, parfaitement conscient de la situation, joue sur ces deux registres pour forcer le gouvernement algérien à alléger la pression sur le nord du Mali et lui permettre ainsi de recouvrer sa liberté de mouvement dans la région.

L'Algérie peut donc :

- soit s'en tenir à sa détermination de lutte contre tous les mouvements terroristes susceptibles de nuire à ses intérêts tout en restant fidèle à ses valeurs de non paiement des rançons. Elle sera alors sans doute conduite à une action militaire dont l'issue reste très hasardeuse. L'exécution des derniers otages apparaîtrait en tout état de cause comme un échec de la diplomatie algérienne,
- soit assouplir ses positions dans les négociations et obtenir la libération des otages au prix à la fois d'une dégradation de son image internationale dans la lutte contre le terrorisme, mais aussi au niveau régional, à travers un renoncement dans sa volonté de contribuer à la sécurisation de ses approches.

Les marges de manœuvre du pouvoir algérien sont donc étroites.

4-Plusieurs acteurs évoluent dans la crise au Nord du Mali, d'abord les groupes terroristes djihadistes qui veulent instaurer une théocratie et avec lesquels les autorités maliennes continuent de négocier, le mouvement séparatiste de l'Azawad (Mnla) qui s'est fait doublé par les islamistes mais qui maintient sa position et la junte militaire à l'origine du coup d'Etat du 22 mars dernier qui ne veut pas perdre pied dans l'affaire, sans oublier les narcotrafiquants et les multinationales qui convoitent les ressources aurifères de ce pays, y'a-il, selon vous, des intérêts communs à tous ces acteurs?

Ces divers mouvements coexistent sur un espace commun et doivent composer entre eux pour ne pas entraver leur liberté d'action. Si leurs objectifs sont différents, de nombreux échanges de services ont lieu. Mais ces intérêts restent conjoncturels et dominés par des rapports de force. Ils sont plus tactiques que stratégiques. A tout moment, les

arrangements mutuels peuvent être dénoncés si l'un des acteurs y trouve son intérêt immédiat. Cette volatilité de la situation en accroît bien évidemment la dangerosité.

5-Avec une telle situation confuse et trouble, croyez-vous que la Cédéao soit à même de faire le nettoyage dans la région et aider le Mali à mettre de l'ordre dans sa maison ?

Voir réponse à la question 2.

6- L'option d'une intervention militaire internationale plus large, au cas où la Cédéao échoue dans sa mission, est- t-elle envisageable?

Voir réponse à la question 2.

7-La France est très active dans le monde arabe et en Afrique, certains lui prêtent des visées stratégiques pour le renforcement de sa position étant donné son passé coloniale dans la région, d'autres lui reprochent son soutien aux rebelles Touaregs, qu'en pensez-vous et quel rôle peut-elle jouer dans le règlement du conflit au Nord du Mali ?

Depuis la décolonisation, la France, qui est restée présente tant dans le monde arabe qu'en Afrique, est soupçonnée d'agendas cachés. Plus prosaïquement je pense que, comme pour tous les pays, elle défend ses intérêts nationaux d'abord et avant tout. Certes ses intérêts, du fait de l'Histoire, sont souvent plus présents dans ces régions que dans d'autres parties du globe. Je ne suis pas sûr que l'on puisse parler de « visées stratégiques » et suis certain en revanche que la France a bien compris depuis quelques décennies, qu'elle n'avait plus les moyens d'une influence dominante sur ses anciennes colonies. Bien évidemment, et le cas de la crise en Côte d'Ivoire l'a démontré : lorsque la France s'implique dans une crise, certains lui reprochent son néo-colonialisme, tandis que, si elle demeure inactive, les autres lui reprochent d'abandonner des pays amis....

Pour ce qui est du conflit au nord du Mali, je suis convaincu que la France, si elle peut apporter sa contribution à une sécurisation de la région, ne pourrait pas le faire sans risque politique et diplomatique en l'absence d'une concertation étroite avec tous les pays de la région. Faut-il encore que ces derniers le souhaitent.

8-Le gouvernement américain qui est d'habitude très impliqué dans les conflits internationaux ne semble pas très préoccupé par ce qui se passe au Nord du Mali alors que ce dernier connaît une véritable catastrophe humanitaire avec les déplacements des réfugiés et le contrôle des villes de Gao, Kidal et Tombouctou dont les populations vivent un calvaire, n' y a-t-il pas, d'enjeux importants pour les américains dans cette région ou bien faut-il s'attendre à un activisme soutenu de leur part après l'élection présidentielle qu'ils préparent dans leur pays ?

Je crois que les Américains portent un intérêt important à cette région. Cependant l'administration Obama a tiré les enseignements des aventures militaires, hasardeuses et peu profitables, de l'époque du président Bush.

Les Etats-Unis restent cependant bien évidemment attachés à la défense de leurs intérêts nationaux qui, dans cette région, relèvent surtout des questions sécuritaires et de lutte anti-terrorisme. Il est donc vraisemblable qu'ils mettent en œuvre les outils qu'ils jugent les

mieux adaptés à la défense de ces intérêts, tout en prenant le moins de risques possibles. Le sort des populations locales ne me paraît pas être une priorité pour eux, sauf si une coopération régionale venait à émerger pour la protection de ces populations et fasse appel au soutien américain.

Je n'attends pas de grands changements sur cette question après les élections présidentielles américaines.

9- Si la crise ne se débloque pas et que l'instabilité s'installe pour longtemps au Mali, quelles sont, selon vous, les conséquences immédiates et futures au niveau africain, maghrébin et méditerranéen ?

Si l'instabilité s'installe durablement au Mali, on peut redouter qu'elle n'accroisse les difficultés des pays voisins. L'établissement d'une zone échappant aux contrôles des gouvernements serait propice à l'expansion d'implantations d'organismes terroristes transnationaux libres de développer des bases logistiques et des camps d'entraînements.

A terme l'instabilité peut toucher les pays du Maghreb dans leur ensemble, dont certains comme la Libye sont déjà très fragilisés.

Vers le sud, le processus pourrait être comparable.

Ainsi l'Union européenne verrait se développer sur son Sud une instabilité d'autant plus préoccupante qu'elle toucherait des populations très liées à l'immigration en Europe. Ce constat conduirait probablement au renforcement de l'isolement de l'UE, plus forteresse que jamais. D'ores et déjà, les préoccupations économiques sont centrales pour les Européens alors que le Sud, agité de crises (Tunisie, Égypte, Libye, Syrie,..) leur apparaît comme non fiable.

Une dégradation de la stabilité en Afrique ne pourrait que renforcer la réduction de la coopération européenne.

Jean-François COUSTILLIERE

Consultant indépendant sur les questions de relations internationales en Méditerranée

Toulon, le 13 septembre 2012